



C'est en toute modestie qu'il nous a reçus à son domicile sis à Makèpè, dans le 4ème arrondissement de Douala. Dans cet entretien, nous surfons sur l'actualité générale au Cameroun, mais aussi sur le Tribunal du Peuple, un modèle démocratique alternatif pour l'Afrique qu'il a pensé. Merci de répondre à nos questions, c'est un regard alternatif du Cameroun sur la toile.

L'année 2019 est déjà là, 2018 a été une année essentiellement politique, notamment avec une présidentielle mouvementée. Dans cette présidentielle, votre formation politique était absente. Peut-on en savoir davantage ?

Merci de l'amitié que vous me faites. C'est un fait, la présidentielle est passée le 7 octobre nous n'étions pas présents. Tout simplement parce que gérer c'est prévoir, et prévoir c'est anticiper. On peut être ambitieux, mais un temps soit peu, nous devons rester réaliste. Étant fan de lecture, j'ai lu Sun Tzu qui disait dans l'art de la guerre qu'un bon leader ne mène pas les batailles perdues. Il n'était pas possible dans ce contexte et celui de maintenant, de battre l'actuel chef de l'Etat du Cameroun.

La raison est simple, il avait un code électoral taillé à sa mesure, la loi fondamentale modifiée à sa mesure, le conseil constitutionnel qui lui est acquis, vous avez la commission électorale qui lui est acquise, vous avez les forces de défense et de sécurité qui lui sont acquises, vous avez

les chefs traditionnels qui lui sont acquis. C'est quelqu'un qui a fait tout le tour du pays et chaque région lui a donné le pouvoir féodal. Vous ne pouvez pas vous lever un matin et le renverser. A côté de tout ceci, il y avait deux guerres sur notre territoire, un chef qui sort d'une élection comme celle là est de facto un imposteur, parce qu'élu par huit régions sur dix.

Paul Biya, le président de la République lors du tout premier conseil des ministres de son nouveau septennat, a indiqué que les élections, municipales, législatives et régionales auront lieu cette année. Le PEA48, sera-t-il du rendez-vous ? Quelles sont vos chances ?

Permettez- moi d'entrée de jeu, d'émettre un vœu, tout en espérant qu'il ne sera pas pieux. Le chef de l'Etat dit, c'est un septennat de grandes opportunités, je dois lui rappeler que j'jusqu'ici, nous allons vers un septennat de grandes difficultés. Sans ambiguïté, nous serions aux municipales et aux législatives.

Que vaut une élection régionale dans un contexte où c'est Biya qui nomme les gouverneurs de région ?

Chaque régime fait avec les réalités de son temps. Le régime de Biya, fait tout pour se maintenir, dans une gouvernance de surdité, de condescendances, qui est déconnectée de la réalité sociale et ne voit pas que le pays va mal et qu'il y a des préalables. Il faut préserver la paix sociale. Nous n'allons pas nous attarder sur cela, nous avons les solutions pour tout régler.

Que pensez-vous de Paul Biya, l'actuel chef de l'Etat camerounais ?

Il représente pour moi un oint de Dieu. C'est quelqu'un que Dieu a mis là pour retourner le peuple vers lui. Pharaon et Saül ont été choisis par Dieu, mais le peuple a eu tellement mal, qu'à force de pleurer et d'agoniser, il s'est retourné vers Dieu et a dit « Seigneur regarde nous ». Biya est aujourd'hui dans la peau du roi Saül, je suis dans la peau du roi David. David n'a pas combattu Saül.

Parlons un peu de votre formation politique : le PEA48, dans un environnement où l'opposition est désunie, votre partie peut-il accéder un jour à la magistrature suprême ?

Nous avons une forte capacité de créativité, parce que nous disons que ce sont les idées qui font bouger une société. Notre parti est un héritage des pères fondateurs de notre pays. La vision pour nos pères étaient l'unité du Cameroun occidental et oriental, l'indépendance immédiate du Cameroun, relever le niveau de vie des camerounais. Aujourd'hui, nous réveillons ces objectifs de nos pères fondateurs pour que cela servent à la collectivité.

Les femmes sont au centre de notre politique de gouvernance. Ce 8 mars 2019, nous avons décidé de mettre sur pied, une opération de don de sang, initiée par nos amazones. C'est le lieu pour moi de leur rendre hommage ici. Dans le cadre de mon shadow cabinet c'est une femme que j'ai nommé premier ministre. Vous voyez que les femmes occupent une place prépondérante dans la vision de gouvernance du Cameroun que nous voulons demain.

Les jeunes ne sont pas en reste, nous avons le projet national d'investissement qui prône la relance économique et la promotion du plein emploi. Nous avons le projet un jeune pour un métier. Nous avons la refonte de l'éducation, sa professionnalisation. Nous voulons demain booster les nouvelles technologies qui sont une réalité temporelle dans le monde d'aujourd'hui.

Vous avez publié, il n'y a pas très longtemps « les 10 raisons pour lesquelles Maurice Kamto sera très bientôt libéré de son incarcération ». Cela fait exactement un mois ce 28 février 2019 qu'il est privé de liberté. Vous y croyez toujours à ces raisons ?

Bien entendu ! Nous sommes dans un Etat de droit. J'ai évoqué les raisons pertinentes qui à mon sens devraient permettre qu'il soit élargi.

Où en est-on avec la fameuse affaire Broli ? (Rires).

C'était dans ce même salon, que je décriais cela, c'était le 28 décembre 2018, cela fait deux mois ce 28 février 2019. J'étais dans la peau du consommateur pas celui de l'homme politique. Aujourd'hui, j'ai été traduit en justice ce qui est une maladresse. Je me suis exprimé dans le cadre de l'enquête préliminaire afin que le droit soit dit et que les autres voient clair. Il s'est avéré que je n'ai diffamé personne. J'ai fait un texte empirique, j'ai vu un riz qui collait et qui rebondissait pour moi il n'était pas propre à la consommation. J'ai fait ce qui me semblait juste sans intention de nuire à qui que ce soit.

Est-ce que dans le fond vous ne voyez pas qu'il y a un problème de qualité dans notre pays ? A côté de cela, nombreux sont des compatriotes qui ne connaissent même pas leur droit de consommation les plus élémentaire : la revendication.

Rien ne marche dans notre pays aujourd'hui, je ne vous parlerai pas seulement du domaine de la consommation. Je pouvais vous parler du domaine de l'art, du sport etc. Nous sommes dans un marasme profond. Ce sont là, les raisons qui fondent notre envie d'innover, d'apporter notre plus dans le relèvement de cette nation.

Jean Marc Ngoss vient de lancer le modèle démocratique Quarantiste : le Tribunal du Peuple. Parlez-nous davantage de cette nouvelle trouvaille.

Le Tribunal du Peuple (Tpd) est le tout premier concept Kamite. C'est pour cela qu'il porte fièrement le nom de Kamacratie. C'est-à-dire que c'est l'Afrique qui parle au monde maintenant. Vous savez que nous avons inventé le premier courant politique africain qui est le Quarantisme.

Un courant politique a ceci de particulier qu'il influence le fonctionnement des institutions. C'est dans ce cadre que nous avons lancé le Tribunal du Peuple, pour que dorénavant, tous les trois ans, le chef de L'État passe devant un tribunal. Et ce tribunal là, il n'a pas à être représenté par un avocat, il répond par lui-même. C'est un tribunal cordonné par le conseil constitutionnel, composé des gardiens de la tradition, dix représentants de la société civile, dix représentants des députés de nos régions, dix représentants des ambassadeurs, etc. on interpelle donc le chef de l'État sur sa gouvernance. Avec ce concept l'Afrique est libre et

souveraine, vous n'avez plus à être vassalisé par l'occident.

Quelles sont les moyens dont vous disposez pour vulgariser cette forme de démocratie africaine qui est une alternative ?

Mon peuple et mes collaborateurs y travaillent. Dans les jours qui viennent, on m'invite à tenir des séminaires, des colloques, pour mieux expliquer ce modèle nouveau aux africains. Dans les prochains jours, je prendrai mon bâton de pèlerin. En attendant, je demande aux camerounais lors de municipales et des législatives, de nous accorder leurs suffrages, pour que le groupe parlementaire du Pea48 aille au parlement et mette en place le Tdp en attendant que nous arrivions. Si à la date du 21 octobre 2021 Paul Biya est encore aux affaires, moi j'abandonne la politique.

Vous parliez plus haut, de l'avenir de l'Afrique qui est numérique, le journal qui vous interviewe aujourd'hui est un format numérique. Vous parliez aussi de cette jeunesse qui doit davantage s'investir dans cette économie dit-on florissante. Comment vous matérialisez cela au niveau du parti ?

Au niveau des comités nous présentons notre projet de société, afin de donner au peuple les moyens d'espérer, pour aller dans le sens de Um Nyobe. Pour cela, il faut la vérité. Quand l'espérance sera un fait et non un but, l'alternance se fera. Nous avons dit plus haut que 2019 est aussi électorale. Mais la crise dite anglophone a pris une proportion considérable.

Y-a-t-il une panacée actuellement pour venir à bout de cette crise ?

Nous avons donné 15 suggestions pour résoudre cette crise. Nous avons été incompris jusqu'ici. A force donc d'être incompris, nous avons mis sur pied le Tdp. Si nous avons une majorité au Parlement, nous votons une loi, pour appeler à la tenue du dialogue inclusif.

Lewouri.fr
